



Approvisionnement en gaz - Quelles alternatives pour l'Europe ?

En affectant plus de la moitié des Etats-membres européens, la soudaine crise gazière a démontré qu'une diversification des routes d'acheminement du gaz vers l'Europe était impérative. Les députés se sont mis d'accord sur un point : la Russie et l'Ukraine ne figurent désormais plus sur la liste des fournisseurs d'énergie fiables. Mais quelles pourraient être les alternatives dont dispose l'Europe ? La commission parlementaire des Affaires étrangères a tenté de répondre à cette question cruciale.

La commission parlementaire des Affaires étrangères a organisé la semaine dernière un atelier de réflexion présidé par Jacek Saryusz-Wolski (Polonais, membre du Groupe du Parti populaire et des Démocrates européens- PPE-DE). Selon lui, la diversification des routes d'acheminement du gaz vers l'Europe « *n'est plus un problème lié à l'énergie mais bien une question de politique étrangère* ».

Quelles alternatives pour l'Europe ?

A l'heure actuelle, il existe quatre alternatives pour l'acheminement du gaz vers l'Europe. La Première s'appelle « Southstream », un projet de gazoduc qui relierait la Mer Noire à la Bulgarie pour approvisionner le reste de l'Union européenne. Selon Alan Riley, professeur à la City University de Londres, cette proposition émise par *Gazprom* (le géant russe) serait bien trop coûteuse et ne ferait qu'« *augmenter le prix du gaz* ».

Un second gazoduc alternatif s'appelle « Nabucco » et consiste en un réseau transeuropéen qui transiterait vers la Géorgie en passant par la Mer Caspienne. Mais le problème est le suivant : d'où proviendrait le gaz ? L'instabilité des régions telles que l'Iran ou l'Azerbaïdjan pose un problème majeur sans parler du statut légal de la Mer Caspienne qui demeure toujours non résolu.

Troisième alternative, le « Nabucco light », qui selon M. Riley consisterait en une option moins chère car le gaz emprunterait un chemin passant par la Turquie et la Grèce avant de rejoindre l'Italie.

Enfin, la dernière option dont l'Europe dispose réside en l'approvisionnement par un gaz naturel liquéfié qui serait livré en Europe. Mais selon M. Riley, il est « *probable que le coût de cette solution soit plus importante encore qu'avec Nabucco* ».

Qu'en pensent les députés européens ?

Pour le vice-président de la commission parlementaire des Affaires étrangères, Ioan Mircea PAȘCU (Roumain, membre du Groupe du Parti socialiste- PSE), il s'agit là « *du jeu géostratégique clef de ces 50 prochaines années. La Russie souhaite réécrire les règles (...) Nous devons réagir collectivement et non pas défendre égoïstement des objectifs nationaux* ».

M. Janusz Onyszkiewicz (Polonais, membre du Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe- ALDE), vice-président de la commission des Affaires étrangères, a quant à lui souligné la nécessité de disposer d'un gazoduc européen qui transiterait par la Russie mais qui ne serait pas contrôlé par *Gazprom*.

Mais pour Christian Rovsing (Danois, membre du PPE-DE), il ne faut pas perdre de vue d'autres sources potentielles : « *l'exploitation de gaz et du pétrole en Arctique devrait être considérée comme une source complémentaire* ».

Enfin, pour Charles Tannock (Britannique, membre du PPE-DE) « *deux choses sont cruciales pour le futur de la sécurité gazière : la fiabilité des partenaires commerciaux et la solidarité parmi les Etats-membres de l'Union européenne (...) Nous devrions améliorer la coopération avec des pays qui pensent comme nous, c'est-à-dire créer une coopération transatlantique* ».

Rappelons enfin que le 21 janvier dernier, la commission parlementaire de l'industrie, de la recherche et de l'énergie, a adopté le rapport de Anne Laperrouze (Française, membre du Groupe ALDE) sur la seconde analyse stratégique de la politique énergétique. Celle-ci sera à l'agenda du Conseil des 19 et 20 mars prochains sur la future stratégie énergétique de l'Union européenne. Pour en apprendre davantage, cliquer sur le premier lien ci-dessous.